

Cote du document: WGG 2015/2/INF.2/Rev.1
Date: 21 août 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Synthèse des délibérations de la deuxième réunion du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance

Note aux Gouverneurs

Responsables:

Questions techniques:

Raït Pertev
Secrétaire du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: r.pertev@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance — Deuxième réunion
Rome, 17 juin 2015

Pour: Information

Synthèse des délibérations de la deuxième réunion du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance

1. La deuxième réunion du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance a eu lieu le 17 juin 2015 au siège du FIDA. Y ont participé les membres des pays suivants: Angola, Argentine, Danemark, États-Unis d'Amérique, Indonésie, Italie, Pakistan, Royaume-Uni et République bolivarienne du Venezuela. Les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, du Canada, de la Chine, de la Colombie, du Costa Rica, de la Fédération de Russie, de la France, du Kenya, du Libéria, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, de la République dominicaine, de la Suisse et du Zimbabwe y ont assisté en qualité d'observateurs.
- A. Ouverture de la réunion
2. Son Excellence Claudio Rozencwaig (Argentine), président du groupe de travail, a offert un aperçu des décisions prises lors de la première réunion du groupe de travail et de l'avancement des travaux accompli depuis lors. Il a fait référence aux réunions de consultation informelles que le Bureau du groupe de travail allait tenir le 22 juin avec les représentants des listes des États membres du FIDA: Listes A, B et C, et pays en cours d'inscription sur une liste.
- B. Adoption de l'ordre du jour
3. L'ordre du jour de la réunion a été adopté sans modification.
 4. Faisant suite à la demande exprimée à la première réunion du groupe de travail, le directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a fait une présentation sur les principales conclusions et recommandations des évaluations au niveau de l'institution de l'efficacité institutionnelle (ENI-E, 2013) et des reconstitutions des ressources du FIDA (2014). Les membres ont noté que des mesures importantes avaient été prises depuis l'ENI sur l'efficacité, et que les recommandations sur la gouvernance portaient essentiellement sur la consultation sur la reconstitution des ressources.
- C. Le système de listes du FIDA
5. Sur la base de l'examen du document WGG 2015/2/L.2, un débat s'est tenu sur le système de listes du FIDA et sur les manières dont la représentation des États membres pourrait être améliorée au sein des organes directeurs du FIDA. De nombreuses opinions ont été exprimées et plusieurs options ont été proposées, l'avis général étant que cette question méritait une analyse détaillée et des débats approfondis.
 6. Si certains représentants ont différencié la question de la représentation de celle du système de listes, nombre de participants ont souligné que ces deux questions étaient étroitement liées.
 7. Certains membres ont estimé que le système de listes du FIDA ne reflétait pas les changements intervenus depuis la création du Fonds, y compris eu égard aux contributions financières et au nombre d'États membres.
 8. Le nombre de pays figurant sur la Liste C et le volume des contributions financières des pays de la Liste A ont fait l'objet d'une mention particulière. Ce sont là des éléments à prendre en considération lors des débats sur une éventuelle modification du système de listes.
 9. Certains représentants ont insisté sur la nécessité d'équilibrer les contributions passées et présentes des États membres dans le contexte du système d'attribution des voix. À ce sujet, d'autres membres ont souligné que toutes les contributions – passées, présentes et futures – étaient importantes pour le maintien ou l'augmentation du programme de travail du FIDA.

10. Les membres ont notamment émis les suggestions suivantes: a) accroître la participation et la représentation de la Liste C au sein des organes directeurs du FIDA; b) transférer certains pays de la Liste C vers les Listes A et B; et c) subdiviser la Liste C en fonction des niveaux de contribution financière. L'accent a été mis sur la nécessité de créer des incitations supplémentaires au versement de contributions financières au FIDA. L'une des possibilités consisterait à accroître la représentation au sein des organes directeurs du FIDA.
11. Les membres ont félicité le Bureau du Secrétaire pour le travail accompli et ont demandé des informations complémentaires concernant les documents de référence et l'accès à la plateforme interactive réservée aux États membres. Il a été précisé que les documents mis en ligne pour le Groupe de travail sur la gouvernance étaient accessibles, à l'exclusion des lettres d'invitation et de la fonction "commentaires".
12. La possibilité a été évoquée de recruter un consultant international qui procéderait à une analyse plus étendue des systèmes de représentation en vigueur au FIDA et dans d'autres organisations, telles que des fonds mondiaux pour l'environnement et des banques de développement, de façon à explorer les options existantes. Les conséquences budgétaires des différentes solutions possibles devraient également être étudiées.

D. Représentation des États membres au sein des organes directeurs du FIDA

13. Les membres ont examiné le document WGG 2015/2/L.3 sur la représentation des États membres au sein des organes directeurs du FIDA.
14. Un consensus général s'est dégagé en faveur de l'élaboration d'un mécanisme plus souple de représentation, qui ne devrait toutefois pas entraîner de coûts supplémentaires pour le FIDA. De plus, la question de la représentation et celle des droits de vote devraient rester distinctes; il conviendrait d'en étudier les conséquences pour le Conseil d'administration.
15. Il a été convenu que les grands principes fondamentaux devraient être établis avant d'envisager de nouvelles options en matière de représentation, et que les réunions de consultation informelles prévues pour le 22 juin 2015 seraient consacrées à la détermination de ces principes. Certains représentants de la Liste A ont fait remarquer que les mécanismes existants pourraient être utilisés de manière plus efficace, par exemple en constituant des groupes.

E. Questions diverses

16. Le groupe de travail est convenu des dates suivantes pour ses troisième et quatrième réunions en 2015:
 - a) troisième réunion: le 1^{er} octobre;
 - b) quatrième réunion: pendant la semaine de la session de décembre du Conseil d'administration. La date précise serait fixée lors de la réunion d'octobre.
17. Avant la clôture de la réunion, il a été rappelé aux participants que les réunions informelles du Bureau avec les différentes listes auraient lieu le lundi 22 juin.